



HAL
open science

2014 - Une diaspora forte - une Turquie forte

Ségolène Débarre

► **To cite this version:**

| Ségolène Débarre. 2014 - Une diaspora forte - une Turquie forte. 2022. hal-03820054

HAL Id: hal-03820054

<https://hal.science/hal-03820054v1>

Preprint submitted on 18 Oct 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Pré-print. Article accepté pour publication dans la Revue *Diasporas, Circulations, Migrations, Histoire*, N° 40. Numéro anniversaire coordonné par Marie-Carmen Smyrnelis et Angelos Dalachanis.

Ségolène Débarre – Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne et laboratoire Géographie-Cités (UMR 8405)

segolene.debarre@univ-paris1.fr

Résumé

2014 - « Une diaspora forte - une Turquie forte »

En 2014, les ressortissants turcs peuvent, pour la première fois, voter à l'étranger. Reflet de la « nouvelle politique diasporique » de la Turquie, la date a une charge symbolique particulièrement forte que cet article vise à analyser. Si le terme de "diaspora" s'est aujourd'hui banalisé, son usage n'était pas courant en turc avant le début des années 2010 : la Présidence des Turcs à l'étranger et des communautés apparentées (YTB), agence publique créée en 2010, a contribué à sa diffusion au service des intérêts politiques et géopolitiques d'Ankara.

2014 – « A strong diaspora – a strong Turkey »

In 2014, Turkish citizens can vote abroad for the first time. This paper aims to analyse the symbolic meaning of the date, as reflecting Turkey's "new diaspora policy". The word 'diaspora' was not common in Turkish before the early 2010s ; the Presidency of Turks Abroad and Related Communities (YTB), a state agency created in 2010, has contributed to its institutionalisation and spread in order to serve the political and geopolitical interests of Ankara.

2014 - « Une diaspora forte - une Turquie forte »

À l'été 2014, 528 416 citoyens de Turquie ont voté à l'étranger à l'occasion des premières élections présidentielles turques au suffrage universel. Rapporté aux 2 798 726 électeurs expatriés enregistrés, le pourcentage (18,9%) est modeste¹. Mais la date est symbolique : grâce à une modification juridique votée en 2012, 103 bureaux de vote ont été ouverts pour la première fois par les consulats et ambassades de Turquie permettant aux électeurs de ne plus avoir à se rendre aux lointaines urnes des postes-frontière de leur pays d'origine. Ce changement pourrait n'être qu'une simple mise en conformité avec une pratique de vote à l'étranger répandue dans bien des pays², si elle ne s'accompagnait d'une politique diasporique concertée visant à renforcer les liens avec les « Turcs de l'étranger » et à consolider, à travers eux, la place de la Turquie sur la scène internationale³.

Peu courant dans les années 2000, principalement mobilisé dans les diatribes ultra-nationalistes contre les « groupes de pression » juifs ou arméniens, le terme de « diaspora » s'impose en Turquie au tournant des années 2010⁴. En 2009, le président de l'Union des chambres et des bourses de commerce de Turquie (TOBB) invite ainsi les entrepreneurs turcs à « ne plus avoir peur » de ce mot qui doit être appliqué aux expatriés de Turquie afin de « transformer le pays en un acteur mondial ». Le modèle à suivre est celui de l'Inde ou de la Chine qui savent maintenir des liens étroits avec leurs compatriotes pour en faire un outil de puissance :

« Notre objectif est d'être l'une des diasporas les plus actives au monde. Pendant de nombreuses années, le mot "lobby", le mot "diaspora", ont eu pour nous des significations effrayantes. Nous ne devons plus en avoir peur. [...] Peut-être sommes-nous allés à l'étranger un peu plus tard que les autres nationalités. Cependant [...] nous sommes un pays avec une très forte présence humaine à l'étranger. Nos entrepreneurs et managers professionnels, dont le nombre et les activités augmentent de jour en jour, sont venus du monde entier pour se rassembler ici autour du slogan : la Turquie, puissance globale (*Küresel Güç Türkiye*)⁵. »

Les « significations effrayantes » évoquées par Rifat Hisarcıklioğlu sont une allusion directe aux efforts menés par les communautés arméniennes pour obtenir une reconnaissance du génocide (en particulier aux États-Unis et en France) dont le centenaire approche à l'époque. 2009 est également l'année de la virulente sortie de Recep Tayyip Erdoğan, alors Premier ministre, au Forum économique mondial de Davos à propos de Gaza, suivie de l'interception, l'année suivante, du Mavi Marmara par la marine israélienne, au cours duquel neuf militants

¹ Alisait Yılkin, « Yurtdışında Yaşayan Türkiye Cumhuriyeti Vatandaşlarının Oy Kullanma Serüveni », *Gazete Duvar*, 7 juin 2018.

² Jean-Michel Lafleur, *Transnational Politics and the State. The External Voting Rights of Diasporas*, Routledge, New York, 2013; Alan Gamlen et al., *Explaining the Rise of Diaspora Institutions*, Working Paper 78 Oxford, International Migration Institute, 2013.

³ L'analyse est ici centrée sur les usages émiques du terme de diaspora et sa percée dans le discours politique en Turquie. Les usages étiques ont fait l'objet de nombreuses publications depuis les années 1990, notamment dans la revue *Diaspora*. Dans le champ académique français, nous renvoyons tout particulièrement le lecteur/trice aux riches travaux de Samim Akgönül, Riva Kastoryano et Stéphane de Tapia.

⁴ Le terme, contrairement aux pratiques habituelles, n'a pas été turquifié, afin de se distinguer de la graphie « diyaspora » déjà utilisée en langue kurde *kurmandji*.

⁵ Extrait traduit en français. Texte original : <http://www.rifathisarciklioglu.com.tr/konusmalari.php>

turcs perdent la vie, des événements qui cristallisent un ensemble de positions antisionistes et antisémites. Dans ce contexte, aux objectifs économiques se greffent des enjeux idéologiques : s'organiser en diaspora doit permettre de lutter à armes égales contre les supposés « lobbys » perçus comme menaçants pour les intérêts turcs.

Afin de joindre l'action à la parole, Ankara inaugure au printemps 2010, la Présidence des Turcs à l'étranger et des communautés apparentées (*Yurtdışı Türkler ve Akraba Topluluklar Başkanlığı* – YTB). Cette agence publique (proche du secrétariat d'État tant ses liens avec le Premier Ministre sont étroits) est chargée de développer les « liens économiques, sociaux et culturels » avec les ressortissants turcs à l'étranger, les « communautés apparentées » et les étudiants étrangers qu'Ankara veut arrimer à la sphère d'influence turque. La YTB contribue à diffuser le terme même de « diaspora » et à institutionnaliser la « nouvelle politique diasporique⁶ » turque. Si l'investissement financier est d'une ampleur inédite, la « nouveauté » de cette politique est à nuancer : le gouvernement du Parti de la Justice et du Développement (AKP) reprend en effet à son compte deux stratégies antérieures, celle du mouvement islamiste Millî Görüş, implanté en Europe depuis les années 1970, et celle du mouvement néo-confrérique de Fethullah Gülen influent en Asie centrale au début des années 1990 puis en Europe et en Afrique subsaharienne. L'AKP peut également compter sur des institutions préexistantes dont il renforce les dotations comme l'Union turco-islamique des affaires religieuses (DITIB) qui organise, depuis les années 1980, le culte à l'étranger ou l'Agence turque de coopération et de développement (TİKA) initialement active dans les États post-soviétiques et au-delà aujourd'hui.

Les ressortissants turcs en Europe font l'objet d'une attention privilégiée : leur loyauté envers la Turquie doit se doubler d'un investissement politique dans leur pays de résidence et, le cas échéant, au sein de l'Union européenne afin de peser dans le débat public par leur vote voire par leur élection à des postes clefs — des objectifs que l'AKP emprunte au Millî Görüş. Pour ce faire, il leur est demandé de maîtriser la langue et d'obtenir la nationalité du pays dans lequel ils se trouvent (s'ils ne l'ont pas acquise par droit du sol) afin de bénéficier des possibilités offertes par la double nationalité. Lors des grands rassemblements organisés en Europe, R. T. Erdoğan martèle ces objectifs :

« Utilisez ce droit de voter et d'être élu [...]. C'est une grande richesse : sache en apprécier la valeur. [...] Pourquoi ne pas faire augmenter le nombre de ceux qui, au sein de cette communauté, iront au Parlement européen ? Pourquoi ne voulez-vous pas que le nombre de Fatma, d'Ayşe, d'Hasan, de Mehmet, d'Ahmet augmente dans ce Parlement ? [Si vous ne faites pas cela], d'autres le feront à votre place. Soyez unis, [parlez d'] une seule voix, puissante et vigoureuse. En faisant [cela], je suis convaincu que vous ferez gagner beaucoup de choses à mon pays⁷. »

En aucun cas, l'« intégration » ne doit entraîner un « abandon des valeurs » et de la « civilisation turco-islamique » : depuis son grand meeting de Cologne, en 2008, Erdoğan répète à l'envi la formule choc selon laquelle l'« assimilation » serait « un crime contre

⁶ L'expression a été utilisée et discutée dans plusieurs publications. Citons notamment Yaşar Aydın, « The New Turkish Diaspora Policy. Its Aims, Their Limits and the Challenges for Associations of People of Turkish Origin and Decision-makers in Germany », *SWP Research Paper*, 2014/RP 10 et Kerem Öktem, « Turkey's New Diaspora Policy: The Challenge of Inclusivity, Outreach and Capacity », *IPC-Mercator Report*, 2014.

⁷ Extrait traduit en français. Texte original : "Erdoğan Paris'te 10 bin kişiye konuştu", *Anadolu Ajansı*, 08/04/2010.

l'humanité ». Si le discours plaît au public conservateur et nationaliste, il est ouvertement combattu par les minorités en particulier kurdes et/ou aléviées. Au moyen de campagnes de communication répétées (fig.1) et de simplification des procédures de vote, Ankara obtient au fil des années une augmentation significative de la participation électorale à l'étranger, se vantant, en 2018 d'avoir atteint le « record mondial » de la « participation d'une diaspora » (fig.2). Si cette participation montre, selon les mots du président de la YTB de l'époque, « la puissance de la diaspora turque⁸ », elle permet également de renforcer les assises du parti AKP, toujours au pouvoir mais fragilisé, pour qui elle vote majoritairement.

Au-delà des citoyens de l'étranger, Ankara entretient le flou sur les contours de cette « diaspora », dont le périmètre varie au gré des contextes et des opportunités politiques, juxtaposant ou combinant des traditions idéologiques parfois contradictoires (nationalisme, panturquisme, panislamisme). L'action de la YTB est ainsi divisée en trois volets (fig.3) s'adressant aux ressortissants de Turquie, aux « communautés apparentées » et peuples « frères » (qui formeraient une diaspora « historique et culturelle » reposant sur un passé ottoman commun) et aux « étudiants internationaux » qui pourraient constituer une « diaspora d'affinité » liée en particulier par une proximité religieuse sunnite. Ces étudiants étrangers séjournant en Turquie sont attirés notamment par des aides financières publiques ou de fondations privées, la Turquie ambitionnant ainsi de se positionner aussi sur le marché universitaire mondial.

Entre 2011 et 2013, dans un contexte d'ouverture aux minorités, Ahmet Davutoğlu, alors ministre des Affaires étrangères, avait été jusqu'à inclure dans la « diaspora historique et culturelle », non seulement « les Turcs mais tous ceux qui ont émigré de ces terres (ottomanes) » notamment les Arméniens, les Grecs et les Juifs⁹. Cette parenthèse inclusive, bien vite refermée, a cédé la place, à partir de 2014, à un discours où l'appartenance religieuse sunnite s'est affirmée comme le critère principal voire exclusif du discours politique diasporique qui s'est banalisé dans la population, à l'image du terme même de « diaspora », devenu d'usage courant en turc.

À travers la diffusion du terme et la mobilisation de la « diaspora », ce qui se joue, *in fine*, en cette année 2014, c'est la modification des frontières du pays. Alors que le déplacement aux postes-frontières pour les élections précédentes symbolisait l'allégeance à la ligne westphalienne et au cadre de l'État-nation, les élections présidentielles de 2014 opèrent un tournant vers une frontière nationale « pixellisée » et « mobile¹⁰ ». L'allégeance au territoire de la nation est reportée sur la figure d'un président dont la puissance s'étend désormais explicitement au-delà du territoire d'application stricte de sa souveraineté.

⁸ YTB Başkanı Abdullah Eren. 22 juin 2018: <https://www.ytb.gov.tr/haberler/secimlere-katilim-turk-diasporasinin-gucunu-gosteriyor>

⁹ Ahmet Davutoğlu in K. Öktem, « Turkey's New Diaspora Policy... », *op. cit.*, 2014, p. 22 et in Aslı Selin Okyay, *Diaspora-making as a State-led Project. Turkey's Expansive Diaspora Strategy and its Implications for Emigrant and Kin Populations*, PhD, Political and Social Sciences, European University Institute, 2015, p. 187.

¹⁰ Anne-Laure Amilhat-Szary. *Géopolitique des frontières. Découper la terre, imposer une vision du monde*. Le Cavalier Bleu, 2020.